

DELIBERATION N° 2018-120

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 18 DECEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.711-1 et suivants, L.712-1 et suivants,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux Enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
Vu le décret n°88-654 du 7 mai 1988 relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur,
Vu le décret n°87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur,
Vu le décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009 relatif à la prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu le décret n°85-733 du 17 juillet 1985 relatif aux maîtres de conférences et professeurs des universités associés ou invités,
Vu le décret n°87-754 du 14 septembre 1987 relatif au recrutement de lecteurs de langue étrangère et de maîtres de langue étrangère dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu le décret n° 93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affecté dans les établissements d'enseignement supérieur,
Vu la délibération n°2018-109 du CA de l'UNS du 8 novembre 2018, que la présente délibération précise,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

VALIDE le principe selon lequel tout personnel enseignant permanent de l'UNS quel que soit son statut (enseignant-chercheur titulaire ou contractuel, enseignants du second degré titulaire ou contractuel, lecteur de langue étrangère et maître de langue étrangère, professeur associé et invité, attaché temporaire d'enseignement et de recherche...), est autorisé à réaliser des enseignements dans les diplômes d'établissement d'UCA labélisés idex sans pouvoir excéder la limite d'un tiers de ses obligations de service d'enseignement.

Les enseignements ainsi dispensés seront comptabilisés dans les obligations de service de l'enseignant.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix, 23 voix pour et 4 abstentions.

Membres en exercice : 36

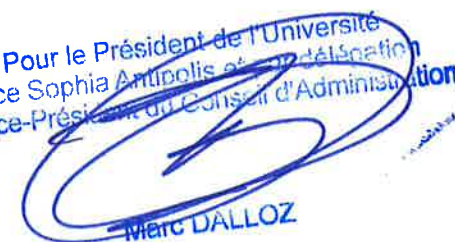
Quorum : 18

Présents et représentés : 27

Fait à Nice, le 18 DEC. 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-120

TRANSMISE AU RECTEUR : 21 DEC. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et son délégué
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.